

AU MENU

→ La sécurité alimentaire au Canada

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO¹), la sécurité alimentaire se définit comme la capacité d'une population à produire, à stocker ou à acheter suffisamment de nourriture. À ce sujet, The Economist Intelligence Unit (EIU) établit depuis 2012 un indice de sécurité alimentaire² à l'égard de 113 pays dans le monde. L'opération permet de mieux comprendre les éléments déterminants de la sécurité alimentaire, notamment en ce qui a trait à la dynamique du système agroalimentaire dans chacun des pays retenus. Ainsi, l'indice global de sécurité alimentaire (IGSA) caractérise trois aspects clé, à savoir :

- l'accessibilité des aliments;
- la disponibilité des aliments;
- la salubrité et la qualité nutritionnelle des aliments.

Chacune de ces trois composantes est mesurée à l'aide d'une série d'indicateurs qui tient compte des programmes, des politiques ou des façons de faire qui influent sur la sécurité alimentaire.

Les pays côtiers sont plus favorisés que les pays enclavés

La principale constatation qui ressort du rapport de l'EIU est que les pays côtiers sont plus à l'abri sur le plan alimentaire que les pays enclavés. Les pays les plus favorisés en matière alimentaire sont les États-Unis, suivis de l'Irlande et de Singapour. Les pays qui se révèlent les plus précaires sont le Tchad, la Sierra Leone et le Burundi. Font exception à cette règle la Suisse, l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie qui, bien qu'elles soient enclavées dans l'Europe, obtiennent de bons résultats au chapitre de l'IGSA.

Avec un score global de 82 sur 100, en 2016, le Canada se classe, *ex aequo* avec le Royaume-Uni, au huitième rang pour l'indice global de sécurité alimentaire. Il s'agit d'une amélioration de 0,4 point par rapport à 2015 et elle est attribuable, notamment, à la disponibilité des aliments.

Une analyse des résultats permet de dégager les trois pays les mieux classés par régions géographiques quant à l'IGSA (voir tableau 1).

Tableau 1. Indice global de sécurité alimentaire 2016 : les trois premiers pays selon la région continentale

Rang	Amérique du Nord		Europe	
1	États-Unis	87	Irlande	84
2	Canada	82	Pays-Bas	83
3	Mexique	68	France et Allemagne	83
	Moyen-Orient et Maghreb		Asie et Pacifique	
1	Israël	79	Singapour	84
2	Qatar	78	Australie	83
3	Oman	74	Nouvelle-Zélande	81
	Amériques centrale et du Sud		Afrique subsaharienne	
1	Chili	74	Afrique du Sud	63
2	Uruguay	68	Bostwana	58
3	Argentine	68	Ghana	48

Note : Le résultat varie de 0 à 100, où 100 équivaut au meilleur score.

Source : The Economist Intelligence Unit, *Global Food Security Index 2016*; compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

Les aliments sont accessibles au Canada

Selon la FAO, l'accessibilité est garantie lorsque tous les individus d'un pays ont une capacité économique et physique suffisante pour obtenir une alimentation nutritive et appropriée (par le truchement de la production, de l'achat ou du don d'aliments). Le critère de l'accessibilité prend en considération, entre autres choses, la part des achats alimentaires dans les dépenses des ménages, le revenu disponible par habitant, les tarifs d'importation et l'accès des agriculteurs à du financement. À l'égard de ce critère, 89 des 113 pays à l'étude ont connu une nette amélioration au cours des 5 dernières années. Cela est dû principalement :

- à l'amélioration de la situation économique dans ces pays;
- à l'augmentation du revenu moyen par habitant;
- à la baisse du prix des denrées agricoles (ex. : maïs, riz, blé).

Avec un revenu moyen per personne de 134 073 \$ US, le Qatar est le premier de classe dans cette catégorie. Quant au Canada, il occupe la 13^e position en ce qui concerne ce critère de l'accessibilité. En fait, le score du Canada a subi beaucoup de fluctuations en cinq ans. Il se situe actuellement à 81,2 sur 100, soit une légère baisse de 0,2 point par rapport à 2015. Le Canadien a un revenu moyen de 44 700 \$ US; selon l'EIU, la part des dépenses des ménages canadiens consacrée à l'alimentation s'établissait à 9,2 %³ en 2016.

À titre de comparaison, un ménage en Amérique du Nord (incluant le Mexique) consacre, en moyenne, près de 13 % de ses dépenses à l'alimentation. En Europe, cette proportion monte à 17,5 %. Les ménages des pays

1. OCDE/FAO/FENU (2017), *Adopter une approche territoriale dans les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle*, Éditions OCDE, Paris. doi : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264272439-fr>.

2. The Global Food Security Index: <http://foodsecurityindex.eiu.com/>.

3. Ce pourcentage peut varier légèrement d'un organisme à l'autre, selon les sources de données utilisées.

de l'Asie et du Pacifique y allouent environ 34,9 % de leurs dépenses. Dans l'Afrique subsaharienne, la proportion atteint près de 41 %.

Malgré tous les efforts déployés par les différents gouvernements, on estime à deux millions le nombre de Canadiens dans une situation précaire sur le plan alimentaire. La sécurité alimentaire est fortement rattachée à l'accessibilité et donc au niveau de revenu des ménages. Elle est liée, ainsi, au taux de pauvreté de chaque région. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), on parle de pauvreté lorsque les habitants d'une région n'atteignent pas le niveau de vie courant dans un contexte socioéconomique donné. Le seuil de pauvreté (en termes relatifs) est fixé à 50 % du revenu médian national. En 2013, le taux de pauvreté du Canada était de 12,6 % et celui du Québec, de 13 % (voir tableau 2).

Tableau 2. Taux de pauvreté dans les provinces du Canada en 2013

Alberta : 7,2 %	Ontario : 13,5 %
Saskatchewan : 11,3 %	Manitoba : 13,7 %
Terre-Neuve-et-Labrador : 12,1 %	Colombie-Britannique : 13,8 %
Québec : 13 %	Nouvelle-Écosse : 14,2 %
Nouveau-Brunswick : 13,3 %	Île-du-Prince-Édouard : 14,4 %

Note : Ce sont des données de 2013. Des données plus actuelles ou récentes pourraient modifier le taux de pauvreté dans les provinces, particulièrement en Alberta.

Source : Conference Board du Canada; compilation du MAPAQ.

La disponibilité des aliments : le résultat du Canada s'améliore

Selon la FAO, la disponibilité est effective lorsqu'une population peut bénéficier d'un approvisionnement en nourriture adéquat. Ce critère tient compte du nombre de kilocalories disponibles par personne chaque jour, de la volatilité de la production agricole, de la présence d'une infrastructure efficace (routes, ports, etc.), de l'investissement dans la recherche-développement, de la stabilité politique du pays, du degré de corruption, etc.

Il ressort du rapport de l'EUI que la disponibilité des aliments est à la hausse dans toutes les régions du monde. Le résultat du Canada au regard de ce critère s'établit à 81,6, en hausse de 1,1 point par rapport à 2015. Le pays est le 10^e sur les 113 pays étudiés.

Un individu moyen a besoin de 2 300 calories par jour pour mener une vie saine et active. Le Canadien moyen dispose de 3 419 kilocalories quotidiennement, ce qui dépasse largement les recommandations courantes.

Il faut souligner, quand-même, que la présence de « déserts alimentaires⁴ » dans certaines régions a une incidence sur la disponibilité des aliments au Canada. Selon l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), près de 6 % de la population du Québec habiterait dans des zones pouvant être qualifiées de déserts alimentaires.

Des aliments de qualité et sécuritaires : le Canada se classe 13^e dans cette catégorie

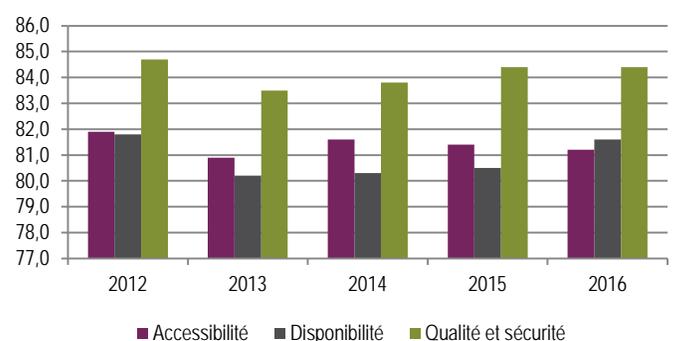
Le critère de la salubrité et de la qualité nutritionnelle prend en considération la qualité des protéines, la diversité de l'alimentation, de même que la composition

nutritionnelle des aliments, notamment la teneur en fer et en vitamine A. Avec un score de 84,4 points, le Canada se classe au 13^e rang dans cette catégorie. Notons que le pays a entamé une révision de son guide alimentaire. Cette démarche devrait donner lieu à un renforcement des recommandations en matière de saine alimentation, de manière à tenir compte des nouvelles réalités et des récentes connaissances scientifiques.

Une meilleure éducation et une sensibilisation accrue de la population devraient permettre aux plus démunis de faire les meilleurs choix alimentaires possibles selon leur niveau de revenu. Des actions allant dans ce sens sont entreprises, et se traduisent notamment dans la popularité croissante des jardins communautaires et des cuisines collectives un peu partout au pays.

Le graphique suivant montre l'évolution des scores du Canada depuis 2012 à l'égard des trois critères composant l'IGSA.

Évolution du score du Canada quant à l'indice global de sécurité alimentaire, de 2012 à 2016



Note : Le résultat varie de 0 à 100, où 100 équivaut au meilleur score.

Source : The Economist Intelligence Unit, *Global Food Security Index 2016*; compilation du MAPAQ.

En conclusion

Globalement, la sécurité alimentaire s'améliore dans l'ensemble du monde. La plupart des pays qui se trouvent dans une situation stable ou favorable sur le plan alimentaire sont des pays côtiers. Quant au Canada, il fait bonne figure par rapport aux autres pays de l'OCDE. Entre autres choses, l'existence de programmes de financement destinés aux agriculteurs permet au Canada d'obtenir un bon score au chapitre de l'accessibilité. La lutte contre la pauvreté (et par conséquent l'amélioration du revenu disponible) est essentielle à l'atteinte de la sécurité alimentaire. Notons enfin que la disponibilité des aliments, la qualité nutritionnelle et la salubrité sont fortement corrélées à l'existence d'une infrastructure agricole adéquate et à la mise en œuvre de politiques publiques concernant l'alimentation.

⁴ Selon l'INSPQ, un désert alimentaire est un secteur qui procure un faible accès à des commerces pouvant favoriser une saine alimentation et qui est défavorisé sur le plan socioéconomique.

